

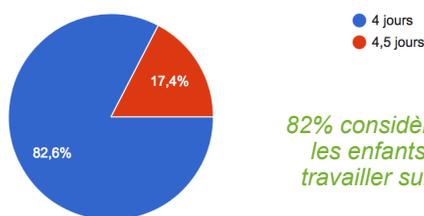


Les enseignant·e·s du 1er degré ont pris la parole !

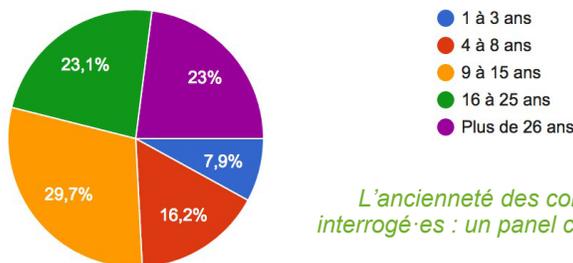
584 enseignant·e·s du 1er degré ont répondu à notre enquête...

Les réponses formulées par les professeurs des écoles sont un reflet fidèle de l'ensemble de la population enseignante : leur représentation correspond à la répartition nationale tant en termes de taille d'écoles que d'ancienneté des personnels ou de répartition femmes-hommes (90,4% des femmes ont répondu).

Sans surprise, 95% des collègues enseignent dans des classes « **sous contrat d'association** ».



82% considèrent que les enfants doivent travailler sur 4 jours



L'ancienneté des collègues interrogé·es : un panel complet

Des demandes prioritaires !

Hétérogénéité des élèves

L'hétérogénéité croissante des élèves et l'augmentation constante des effectifs ne favorisent pas de bonnes conditions de travail ni d'apprentissages. Les effectifs des classes sont la plus grande préoccupation des professeurs. Nous devons réduire ces effectifs par classe, et trouver d'autres modes d'organisation pour soulager les personnels dans les moments les plus critiques de la semaine ou de la journée.

Salaire des enseignant·e·s

Seconde préoccupation des collègues : le salaire. Il reste beaucoup trop faible pour les enseignant·e·s du 1er degré. Et ne parlons même pas des maîtres suppléant·e·s ! Le PPCR est un miroir aux alouettes et n'a pas réellement amélioré la situation. Il est urgent d'apporter des réponses concrètes.

La CGT demande une augmentation immédiate, pour tou·tes, de 400 euros par mois.

Calendrier scolaire :

45% ont des difficultés avec l'équilibre du calendrier (le découpage des périodes) et 48% souhaiteraient le voir modifier pour un meilleur équilibre.

Effectivement, il est difficile de jongler entre des périodes qui s'étalent entre 6 semaines et 12 semaines. Les enseignants doivent faire face à des élèves fatigués et de moins en moins motivés.

Un statut pour les ASEM

95,6% des collègues interrogé·e·s demandent une reconnaissance pour les ASEM et un statut équivalent à leurs homologues du public. La solidarité avec nos plus proches collègues au quotidien est palpable.

Travail sur 4 jours... mais insatisfaction sur les TAP (temps d'activité périscolaires)

80% des collègues interrogé·e·s enseignent sur un rythme de 4 jours et 82% y sont favorables.

En revanche, les TAP sont jugés insatisfaisants puisque 80% des sondés attribuent une note entre 1 et 5 sur 10. 30% des collègues mettent même la note minimale de 1/10 !

Ce n'est pas étonnant : ces temps sont très régulièrement confiés à des personnels OGECE déjà extrêmement sollicités et sans les doter de moyens supplémentaires ni d'une formation adéquate.

On peut s'interroger sur l'utilité des TAP mais surtout sur leur utilité pour les enfants si ce n'est d'être une garderie pour les parents à moindre frais...

Trop d'élèves, trop d'hétérogénéité, manque de formation : des attentes fortes pour soulager les enseignant·e·s

73% des professeurs des écoles revendiquent une baisse du nombre d'élèves par classe.

50% d'entre eux sont en difficulté face à l'hétérogénéité de leurs élèves.

Par ailleurs, plus de 71% pointent un manque de formation continue tout au long de leur carrière

Concernant le besoin en formation, la DIFOR (rectorat) doit reprendre la main et imposer la mise en œuvre de formations actuellement déléguées à FORMIRIS. Des formations proposées aux enseignant·e·s du public ne nous sont pas accessibles et ce n'est pas normal.

Les exigences professionnelles auxquelles les enseignant·e·s doivent faire face sont grandissantes et multiples, que nous exerçons dans le public ou dans le privé : il faut satisfaire aux exigences ministérielles (LSU, cycles ou nouveaux programmes), tout en gérant les angoisses et les questions des familles qui sont sous la pression des attendus de notre société !

Le besoin de formations de qualité est très fort.

LSU et évaluations : des craintes partagées

Le LSU et l'évaluation des élèves sont deux points majeurs qui préoccupent nos collègues.

En effet, le LSU devrait être un outil d'harmonisation des pratiques mais il n'en est rien ! Le LSU est un outil de suivi de l'élève trop succinct et qui n'est pas le reflet des acquis de nos élèves. De plus, il est difficilement compréhensible pour les parents.

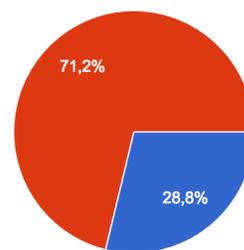
Il n'est pas rare que les professeurs des écoles se dotent d'autres outils, ce qui représente un double travail qui empiète largement sur le temps personnel.

Lassitude et manque d'informations

Les attentes institutionnelles et ministérielles ne font que croître mais nos salaires, eux, n'augmentent guère. La polyvalence qu'exige notre métier et les multiples compétences que nous déployons ne sont pas reconnues par le ministère. Concernant les droits et les obligations, on peut constater qu'une courte majorité se dit être au fait des obligations de service. En revanche, le NON emporte une large majorité en ce qui concerne la connaissance de nos droits.

Et que dire du PPCR mis en place à cette rentrée ? Nos collègues ne connaissent pas leurs droits et sont pour la plupart bien étrangers à ce nouveau mode d'évaluation de carrière.

● Régulière et c'est bien ainsi
● Insuffisante, elle devrait être développée



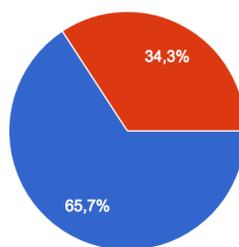
Obligations de service et temps de réunion

Les obligations de services des enseignants du 1^{er} degré sont grandissantes et les temps de réunion sont pointés du doigt. Ils sont pour 66% trop importants, sans compter les temps de surveillances récurrents pour 88.7% des professeurs interrogés.

A ces temps de concertation et de réunion, il faut aussi ajouter les surveillances de cour, de cantine ou d'étude surveillée. Se cumule encore bien souvent d'autres temps pour trouver des financements qui permettront de mener à bien un projet particulier.

Nous pourrions aussi comptabiliser les heures passées avec les familles qui dépassent très largement le quota qui leur est alloué dans les 108h.

Toutes ces heures là sont du bénévolat !



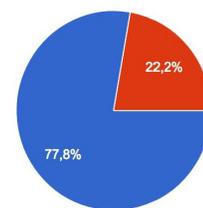
● Oui
● Non

Estimez-vous que les réunions occupent une place trop importante en dehors de votre temps de classe ?

Le cas particulier de la 28^{ème} heure...

75% des professeurs des écoles l'effectuent parmi les enseignants. Pour 78% d'entre eux, elle est imposée par le chef d'établissement. C'est inacceptable. 63% des collègues ignorent que la 28^{ème} heure relève du volontariat. Bref, vous n'êtes pas obligé·e de donner ce temps !

● Imposée
● Choisie



Malgré ces constats globalement sévères, les enseignant·e·s du 1^{er} degré gardent le moral et 70% déclarent se « sentir bien » dans leur école.

Lorsque l'on a la chance de faire partie d'une équipe enseignante soudée, il est plus facile de relativiser les difficultés du quotidien. C'est une force et la CGT travaille au quotidien pour améliorer les conditions de travail des collègues du 1^{er} degré. Néanmoins, nous pourrions noter que les professeurs des écoles doivent être polyvalents à souhait. On peut légitimement se demander combien d'entre nous se voient terminer leur carrière dans l'enseignement si aucun effort n'est fait rapidement en terme de formation et de salaire !